



Confédération paysanne
de Gironde



Confédération paysanne
du Lot-et-Garonne



Confédération paysanne
des Landes



Confédération paysanne
Nouvelle-Aquitaine
Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs



COMMUNIQUÉ DE PRESSE Bordeaux, le 22.09.2025

Non à la fermeture de l'abattoir de Bazas ! *Veut-on organiser la fin de l'élevage ?*

La fermeture brutale de Bazas, sans préavis, est une décision inadmissible. C'est une politique de désertification qui doit cesser immédiatement !

D'une part, les éleveur·euses de petits ruminants de Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne vont se retrouver dépourvu·es de solution pour l'abattage de leurs animaux : iels seront obligé·es de se tourner vers les abattoirs des Pyrénées Atlantiques ou du Sud Charente-Maritime, à plus de 2h de route. La chaîne d'abattage petit ruminant de Bazas est cruciale pour leur activité.

D'autre part, tous les éleveur·euses bovins de la zone vont devoir se tourner vers d'autres abattoirs, ce qui va saturer encore plus des structures déjà saturées. De plus, au-delà de contrevenir gravement au bien-être animal, il est économiquement impossible pour un.e éleveur.se de faire des heures de route pour rejoindre un abattoir.

Enfin, un des abattoirs alternatifs, Eymet, en Dordogne est actuellement fermé de manière temporaire (pour 15 jours). La Confédération paysanne de Dordogne est elle aussi en ordre de marche pour se mobiliser.

La fermeture de l'abattoir de Bazas signifie donc que beaucoup d'élevages locaux vont mettre la clé sous la porte.

Alors même que chacun parle de renforcer la souveraineté alimentaire, il est inacceptable d'abandonner un tel outil. Sur ce territoire rural, où la polyculture-élevage reste une source de dynamisme économique et social, la disparition de cet outil met en danger non seulement les éleveur·euses, mais aussi des familles entières qui vivaient de ce travail, salarié·es des abattoirs, et professionnel·les de la filière viande comme les bouchers.

Un abattoir de proximité, c'est indispensable pour :

- permettre la commercialisation en circuit court,
- favoriser l'installation de jeunes paysans,
- garantir le bien-être animal en évitant des heures de transport,
- approvisionner les cantines et les familles en viande locale et de qualité.

Il y a donc urgence !

Nous demandons donc aux élu·es des trois départements concernés – Lot-et-Garonne, Gironde, Landes – ainsi qu'aux élus régionaux, aux chambres d'agriculture, aux DDETSPP, à la DRAAF et à l'ensemble des acteurs de la filière viande de se mobiliser pour garantir la pérennité de cet outil d'utilité publique. Il y a bien une cellule de crise viticole mise en place par le préfet de région. L'élevage le mérite tout autant.

Nous disons non à la fermeture de l'abattoir de Bazas, et oui à un avenir vivant pour nos campagnes !

Contacts :

Cédric LABARRIERE, secrétaire Confédération paysanne Gironde : 06 50 74 41 94

Marion DEBATS, porte-parole Confédération paysanne Lot-et-Garonne : 06 80 28 00 21

Isabelle CAZAUBON, secrétaire Confédération paysanne des Landes : 06 73 79 40 35

Benoit JAUNET, porte-parole Confédération paysanne Nouvelle-Aquitaine : 06 89 32 23 32

Clément CADILHON, MODEF des Landes : 07 85 73 75 53